

ELPAIS.com

[Territoire plantigrade](#)

Le Cordillère Cantabrique et les Pyrénées abritent les rares ours de la Péninsule. Avec une acceptation fort dissemblable de la part des éleveurs et du public. L'entente est-elle possible ?

JAVIER RICO 21-11-2009



Vue du Parc Naturel de Somiedo – Asturies

Berlarmino Fernández aime l'ours, et Antonio Casajús aussi ; mais pour ce dernier, plus il est loin, mieux c'est. Le premier est maire de Somiedo, localité de l'est des Asturies sur le territoire de laquelle on trouve un parc naturel qui est un peu comme le Yellowstone espagnol, avec 30 ours bruns sur environ 300 km². Les habitants de ce village se sentent fiers de compter le plantigrade parmi ses habitants naturels. Casajús est conseiller à l'Environnement du village de Echo, dans la province aragonaise de Huesca, et secrétaire de l'Association Professionnelle des Éleveurs du Val d'Echo. Ses propos sont à mille lieux du sentiment vécu à Somiedo : « *La position des éleveurs est qu'il n'y ait plus d'ours chez nous parce que cela supposerait que change notre façon de vivre, que l'on remonte le temps et revienne à l'époque où on était astreint 24 heures sur 24 à la garde des troupeaux, sans vie sociale ni familiale* ».

Camille est le dernier spécimen qui visite le Val d'Echo avec une certaine assiduité. C'est dire qu'un seul ours (auquel parfois s'ajoutent Aspe Ouest et Néré, plutôt attachés au versant français) rôde sur plus de 600 km² face aux 30 qui parcourent les 300 de Somiedo. Telle est la grande contradiction entre la cohabitation de l'espèce et du milieu rural dans les deux aires où celle-ci se distribue : la Cordillère Cantabrique et les Pyrénées. Dans cette dernière chaîne, bien plus étendue que l'autre, 20 ours posent plus de problèmes que 130 dans la première.

Berlarmino Fernández et Antonio Casajús se connaissent. « Pyrénées avec l'ours » est le nom d'une campagne d'éducation environnementale et de prise de conscience du public impulsée par le Ministère de l'Environnement, du Milieu Rural et de la Marine (MARM) qui prétend inculquer la nécessité d'une cohabitation pacifique avec l'ours dans les montagnes et forêts pyrénéennes. Le maire de Somiedo, accompagné de représentants de la Fondation Ours Brun (Fundación Oso Pardo - FOP), vient depuis deux ans visiter les territoires de la Navarre, l'Aragon et la Catalogne pour démontrer aux écoliers, éleveurs, agriculteurs, chasseurs et gestionnaires du tourisme que l'on peut vivre au voisinage de l'ours et maintenir un développement durable dans le milieu rural, et même en tirer un profit économique. « *Nous autres, nous ne disons à personne que l'on peut voir des ours à Somiedo, parce que c'est très difficile de les rencontrer, mais on indique qu'ils sont bien présents dans le Parc, révélateurs d'un espace bien conservé et digne d'être visité* », affirme Fernández qui ajoute : « *Si dans les années 80 on avait raconté aux gens qu'en deux décennies 10% du PIB asturien viendraient du tourisme rural et seulement 2% de l'extraction minière, personne ne nous aurait cru, et pourtant c'est bien le cas, et l'ours y est pour quelque chose* ». Mais les paroles du maire ne convainquent pas Casajús : « *Chez nous ce n'est pas les Asturies, nous nous tenons des brebis, pas des vaches ; le terrain est plus sauvage, il y a moins de chemins, et les ours sont réintroduits, ils n'ont pas été ici de toute la vie* ».

Effectivement, il étaient là il y a longtemps. Le programme initié en 1996 prétendait renforcer la petite population locale des 6 ours encore présents cette année là, tous regroupés dans la partie ouest des Pyrénées. Camille et Aspe Ouest sont les deux seuls spécimens d'origine autochtone qui restent sur toute la chaîne pyrénéenne. Les autres proviennent de Slovaquie, le pays essentiellement sollicité pour fournir à ce renforcement. « *En fait, il en reste deux et demi*, précise Manuel Alcántara, chef du Service Biodiversité du Gouvernement d'Aragon, *il y aussi un fils de Cannelle, la dernière femelle autochtone de la zone, et de Néré, un mâle slovène. Mais biologiquement il faut considérer comme éteinte cette sous population pyrénéenne, sa récupération naturelle est impossible, elle n'est pas viable sans renforcement de la population* ».

Les efforts accomplis en Aragon pour concilier les positions sont estimés de façon positive, y compris par les éleveurs eux-mêmes, qui ne se plaignent pas des indemnisations en cas d'attaques ; « *six cette année, avec une dizaine de brebis mortes* » précise Alcántara. Grâce à une autre ligne de subventions du MARM, incluse dans le programme de réintroduction de l'ours dans les Pyrénées, les communautés autonomes se répartissent annuellement un million d'euros. Cette année l'Aragon a prévu de dépenser environ 900.000 euros dans différentes mesures : elle vont de la compensation des coûts indirects dus à la présence de l'ours dans les zones pastorales, à l'installation de clôtures électriques et la construction de refuges pour les bergers. Mais malgré cela, la position de Antonio Casajús et des éleveurs qu'il représente continue à associer opposition et scepticisme : « *Ce à quoi nous ne sommes pas disposés, c'est à vivre une situation de stress continu face à l'augmentation prévue du nombre des ours et, avec elle, celle du danger pour nos troupeaux* ».

Guillermo Palomero est sans doute le meilleur connaisseur du passé et de l'actualité du carnivore terrestre le plus grand d'Espagne. Comme président de la FOP, il a arpenté les habitats naturels de l'ours et les zones de conflit pour essayer de trouver un terrain d'entente, mais il reconnaît que « *le programme de renforcement avec les ours slovènes n'a été accompagné d'une campagne correcte d'information et de participation publique dans aucune des trois communautés autonomes concernées (Navarre, Aragon, et Catalogne), d'où cet atmosphère irrespirable qui y règne* ».

Des mesures similaires à celles de l'Aragon sont mises en œuvre en Catalogne, qui partage avec le versant français des Pyrénées centrales et orientales la population d'ours la plus nombreuse (si l'on peut employer ce terme pour moins de 20 ours), mais aussi le refus le plus notoire et le plus intense et brûlant. Tous proviennent des deux lâchers réalisés à ce jour, les premiers entre 1996 et 1997, les autres en 2006. Palomero explique que, dès le début, éleveurs et chasseurs français ont manifesté un refus frontal, jusqu'au point d'appeler publiquement à l'élimination des ours. Cette attitude paraît injustifiée si l'on prend en compte les données fournies par le Département de l'Environnement de la Généralité de Catalogne qui confirment qu'il n'y a pas eu d'attaques cette année. Núria Buenaventura, directeur Général du Milieu Naturel pour ce Département, assure que « *en 2009, alors que la saison d'estive est à présent terminée, il n'y a eu aucune attaque et, alors que la population ursine a augmenté, on peut affirmer que les dégâts ont diminué* ».

Tout cela grâce aux mesures adoptées pour regrouper les brebis dans des parcs éloignés des zones de présence habituelle de l'ours, et à leur surveillance constante, par des hommes comme par des chiens. Le problème paraît réglé et la plus parfaite entente devrait régner entre plantigrades et éleveurs, mais ce n'est pas le cas. Au Val d'Aran, Eric España, ne veut pas non plus des ours sur sa terre, et les conclusions qu'il tire en tant que Président de l'Association des Eleveurs Ovins de Race Aranais n'ont rien à voir avec le discours officiel : « *Bien sûr qu'il n'y a eu aucune attaque ! Mais la réalité c'est qu'ils nous ont chassé de nos terres et que c'est nous, éleveurs et bergers, qu'ils ont parqués pendant que l'ours lui occupait tout le terrain à son aise* ». Et si on lui avance l'argument du possible attrait touristique que représente l'espèce pour la vallée, la conversation s'enflamme aussitôt : « *Ce qu'ils ont organisé ailleurs (il cite les Asturies et le Trentin italien) c'est un show parce que là bas ils n'ont rien, mais ici nous avons déjà un tourisme de neige et nous n'avons pas du tout besoin d'un produit d'appel comme l'ours parce que, en plus, depuis qu'il a attaqué et blessé un chasseur, ce que les gens ressentent c'est la peur* ».

Francesc Boya est Syndic d'Aran, la charge principale du Conseil Général d'Aran, institution qui gouverne la vallée et qui maintient son refus de la réintroduction de l'ours dans les Pyrénées. Mais le message du Syndic est plus conciliant puisque selon lui : « *les mesures adoptées ont amélioré la situation, et il faut espérer et voir si l'apparente normalité que nous avons vécue cette année se maintiendra à l'avenir* ». Pour l'instant, le Conseil lui-même collabore avec le MARM et le Département Milieu Naturel et Habitat pour fournir un support humain et technique aux éleveurs et aux apiculteurs et assurer le suivi des ours introduits par le renforcement de population. « *Le Conseil respecte scrupuleusement les lois et nous gérons le projet de conservation parce qu'il nous semble important que les gens soient tranquilles et prennent confiance* », confirme Francesc Boya dans le sens d'une apparente amélioration, au moins momentanée, des relations entre l'ours et les Aranais.

Mais de son côté Palomero avertit : « *L'ours a mangé et mangera des brebis, il ne fait pas autant de massacres que le loup parce que normalement il n'attaque qu'un individu, mais l'important c'est que nous soyons prêts à assumer et réparer ces dégâts sans provoquer de conflits sociaux ni les utiliser pour des intérêts politiques* ».

Article lié :

Des populations connectées, mais attention au poison.

Dans la Cordillère Cantabrique il y a dix ans encore on parlait de deux populations relictuelles et isolées, et de la persistance du braconnage des ours ; aujourd'hui on reconnaît que les recensements sont satisfaisants, notamment en ce qui concerne les naissances, et surtout que les deux populations orientales et occidentales sont enfin connectées. En août de cette année, la Conseillère à l'Environnement,

l'Aménagement du Territoire et aux Infrastructures de la Principauté des Asturies a annoncé qu'on avait trouvé deux jeunes dans la population orientale cantabrique dont les pères provenaient des deux noyaux jusqu'alors séparés. La nouvelle a une grande importance parce que cette fragmentation maintenait séparées une population de 100 bêtes plus ou moins stable et viable sur le versant occidental (Asturies, León et Galice), et une autre de 30 plus vulnérable du côté oriental (Asturies, León, Palencia et Cantabrie).

La nouvelle est une conséquence logique d'années de consensus et de travail commun (l'ours brun génère aussi des emplois, principalement des gardes). Pour la suite, il faudra travailler sur le couloir joignant les deux populations et faciliter les échanges entre les deux noyaux, ce qui sera encore plus profitable à l'espèce. En ce sens, le projet LIFE Couloir à Ours a été créé ; financé par l'Union Européenne, il est mis en œuvre par la FOP avec l'appui de la Fondation Biodiversité et celle de la Fondation œuvre Sociale de la banque Caixa Catalunya. Asturies, Castille-León et 12 municipalités y participent.

Tout semblerait idyllique, mais ce n'est pas le cas. Le poison est en embuscade, une pratique illégale utilisée pour tuer d'autres animaux mais un piège dans lequel tombent aussi les ours. « *La situation est très préoccupante dans les environs des Picos de Europa, la montagne palentine et la zone la plus occidentale de la cordillère*, alerte Guillermo Palomero, dans les dix dernières années huit ours sont ainsi tombés, au moins pour ce que nous en savons parce qu'il est possible qu'il y en ait eu davantage étant donné l'impossibilité de prospecter toute la zone ».

Le Président de la FOP demande aux autorités compétentes d'adopter des mesures pour lutter contre le poison, comme celles mises en œuvre en Andalousie et en Catalogne, communautés exemplaires dans la façon dont elles enquêtent sur ce délit et le poursuivent.

Plus d'information : Fondation Ours Brun (FOP) www.fundacionosopardo.org



Deux ours dans l'Alto Sil (León), à peu de distance de la limite avec les Asturies

Traduction : B.Besche-Commenge ASPAP/ADDIP

Note du traducteur

Deux points concernant la situation dans les Asturies et au Val d'Aran.

Pour les Asturies.

Sur l'attractivité touristique de l'ours, son rôle supposé de « moteur de développement », les statistiques officielles asturiennes montrent l'inverse de ce qu'avance la maire de Somedio : et cela pour toutes les communes de la zone concernée, regroupées autour de « la senda del oso ». [Voir sur ce plan notre étude](#) dont les données n'ont jamais été contredites, notamment pas dans la maladroite tentative de réponse du président du FAPAS asturien qui se contente de la critiquer sans remettre pour autant en cause les chiffres que nous citons, c'est d'ailleurs impossible ce sont, redisons-le, les chiffres officiels de la Principauté.

Pour le Val d'Aran.

Nous connaissons bien tous les acteurs cités. Eric España est un ami. Il est un des deux seuls éleveurs aranais à vivre de l'élevage ovin (deux autres ont des troupeaux bovins, les autres éleveurs sont des pluriactifs, presque tous avec de très petits cheptels), les deux sont très critiques quant au « parcage » mis en place dans la vallée. Eric a refusé de se joindre au troupeau commun parqué, a refusé d'être « chassé de ses terres » pour laisser l'ours en liberté. Il a plus de 600 brebis, pas

une attaque non plus, mais il monte au Pla de Berret, à l'Orry, autour de la station de ski de Baqueira : l'ours n'y a jamais fait la moindre apparition ... pour l'instant.

Le second éleveur est aussi un ami. Outre les brebis, il a aussi des vaches. Il a lui été obligé de se joindre au troupeau ovin commun, contre son gré. Son exploitation est à Les, à l'entrée de la vallée quand on vient de France, le village où l'an dernier l'ours a attaqué un chasseur. Il estival auparavant au dessus de chez lui, en frontière avec les éleveurs luchonnais dans une zone où l'ours est présent et attaque. S'il avait refusé de se joindre au troupeau commun, il n'aurait alors pas eu droit aux indemnités versées en cas d'attaque, il ne pouvait prendre ce risque. Les éleveurs ainsi regroupés touchent en outre une prime d'aide au gardiennage, la même pour tous qu'il soient voisins ou non de cette estive. Or, entre l'exploitation de cet éleveur à Les et l'estive où les bêtes sont regroupées (à l'autre extrémité du Val d'Aran, juste au pied des ports d'Orles et d'Urets qui communiquent avec la vallée ariégeoise du Biros), il y a 150 km aller-retour, avec une piste difficile en fin de trajet. Plusieurs vacations de camion sont nécessaires en début et fin d'estive pour transporter les bêtes, il faut compter une journée entière chaque fois qu'il va voir son troupeau, des frais d'essence, du temps perdu à l'époque des foins : autant de contraintes lourdes, en temps et en argent, qui l'amènent à penser que le remède est pire que le mal. Il faut ajouter que la zone choisie est éloignée de celles où les ours résident, ils n'y font que de rares et brefs passages.

Mais le remède est sans doute pire que le mal pour l'ensemble du Val d'Aran aussi, qui rompt ainsi avec toute son histoire et ce qu'il restait de sa culture pastorale en abandonnant des estives entières déjà bien mal en point de par son évolution sociale et économique. Menace aussi pour le devenir écologique et paysager des zones ainsi abandonnées encore plus alors condamnées à l'enfrichement, à la fermeture : quel avenir, alors que les randonnées pédestres sont en ces mêmes sites un des attraits touristiques essentiels de la vallée ?

Le Syndic Boya, que tout le monde appelle « Paco », est très conscient de ces contradictions ; très clairement opposé à toute nouvelle réintroduction il se trouve en fait coincé entre deux situations aussi insolubles l'une que l'autre : gérer pour l'ours c'est, de fait, créer des problèmes pour les rares éleveurs professionnels encore en exercice dans la vallée, ne pas gérer, c'est aussi créer des problèmes pour les troupeaux alors plus facilement disponibles à la griffe de l'ours. Et cet aspect insoluble d'un problème non choisi est l'une des conséquences les plus inacceptables de ces réintroductions imposées.

Il faut relire l'article qu'il écrivait dans [La Manyana du 1^{er} novembre 2008](#) suite à l'attaque dont avait été victime le chasseur de Les, j'en extrais ce passage : « Les ours slovènes ont leur habitat chez eux, pas dans les Pyrénées. Et les Pyrénées ne peuvent revenir à la situation d'il y a 100 ans quand elles avaient une population stable d'ours, à moins d'envisager un exode massif de leurs habitants. Les administrations travaillent pour que cela ne se produise pas, du moins celles qui comme nous ont la responsabilité d'un territoire. Elles le font avec beaucoup de difficultés, et sans toujours obtenir les résultats voulus.

Peut-être l'heure est-elle venue de cesser de regarder la réalité pyrénéenne depuis les lointains bureaux métropolitains, et de dépasser les visions irréelles et fausses de " Pyrénées de fin de semaine " »

B.Besche-Commenge ASPAP/ADDIP – 22-11-2009

Les liens directs ne fonctionnant pas en pdf, on trouvera ci-dessous les adresses des documents cités :

Article de El Pais :

http://www.elpais.com/articulo/sociedad/Territorio/plantigrado/elpepusoc/20091121elpepusoc_1/Tes

Étude du tourisme asturien :

<http://www.pyrenees-pireneus.com/OURS-Tourisme-Espagne-Asturies-Cantabrique-FAPAS-repond-a-bruno-besche-commenge.htm>

Article de La Manyana :

<http://www.pyrenees-pireneus.com/OURS-Manifestation-Val-Aran-2008.htm#a1>